

[Plus tard]

L'ASSISTANCE JUDICIAIRE AUX INDIENS
DÉPLACÉS

M. Ed Schreyer (Selkirk): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Puisque le gouvernement du Manitoba, d'après la réponse du ministre suppléant de l'Énergie, des Mines et des Ressources, n'a pas demandé la renégociation de l'aménagement hydroélectrique du Nelson, le ministère assure-t-il ou assurera-t-il les services d'avocats ou l'assistance judiciaire aux familles indiennes déplacées par les expropriations de l'Hydro-Manitoba?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, cette question m'a été posée il y a quelques jours et j'ai répondu que de l'aide financière pour services légaux avait été donnée aux gens concernés, de la part du gouvernement du Manitoba, en vue de trouver une solution à ce problème.

[Traduction]

M. Schreyer: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Puisque c'est le gouvernement du Manitoba qui a le pouvoir d'expropriation dans ce cas-là, le ministre ne croit-il pas que le gouvernement fédéral devrait fournir un avocat aux intéressés?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La question ainsi posée est litigieuse.

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LES TARIFS DU SERVICE DE NORDAIR
À HALLBEACH (T. N.-O.)

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre des Transports si la Commission canadienne des transports a récemment approuvé une augmentation de tarif de 73 p. 100 pour les services assurés par la Nordair à Hallbeach, dans les Territoires du Nord-Ouest?

M. l'Orateur: Je me permets de dire au député que cette question devrait être inscrite au *Feuilleton*.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA RÉVISION DE LA POLITIQUE

M. Barry Mather (Surrey): Monsieur l'Orateur, le premier ministre pourrait-il nous dire quand on compte terminer la révision de la politique étrangère du Canada? Pense-t-il que ce sera cette année?

[L'hon. M. Lang.]

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur, je pense que cette étude sera terminée cette année. Naturellement, certaines étapes de la révision sont plus avancées que d'autres. Nous avons déjà pris certaines décisions; celle concernant la Chine, les premières démarches entreprises auprès du Vatican et notre voyage en Amérique du Sud. Toutes ces questions étaient à l'étude. Certaines étapes de la révision ont été atteintes mais l'ensemble n'en sera annoncé que plus tard cette année.

L'HABITATION

LA TAXE SUR LES MATÉRIAUX DE
CONSTRUCTION

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre des Transports. A-t-il l'intention de retirer sa recommandation en vue d'abolir la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction, vu la déclaration faite à la Chambre hier soir par le secrétaire parlementaire du ministre des Finances?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La question ainsi posée me semble litigieuse et ne devrait donc pas être admise en ce moment.

L'OPPORTUNITÉ DE RECOMMANDATIONS PAR
SUITE DU RAPPORT DU GROUPE D'ÉTUDE

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre des Transports s'il a l'intention de faire au gouvernement une recommandation générale d'une grande portée, à propos du logement, ou s'il compte donner la priorité à certains aspects de la question. Si je pose la question c'est surtout à cause de la pénurie présumée de fonds hypothécaires en janvier et de la hausse constante des taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires pour l'achat de maisons.

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, que mon honorable ami sache que ce n'est pas la coutume de révéler en quoi consisteront les recommandations présentées au cabinet; je crois néanmoins opportun de lui dire que les questions qui m'intéressent le plus sont les plus urgentes à mon avis, soit celles qui ne peuvent attendre que quelques semaines ou quelques mois au pis aller. Ces questions-là auront la plus grande priorité.

TORONTO—LA VENUE D'ÉDILES À OTTAWA

M. John Gilbert (Broadview): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur, au ministre des Transports. Étant donné que des édi-